

## Dossier « Politiques du changement global. Expertises, enjeux d'échelles et frontières de l'action publique environnementale »

### Les catastrophes : un horizon commun de la globalisation environnementale ?

Lydie Cabane

Sociologue, IFRIS, CERMES3, 94801 Villejuif, France

#### Mots-clés :

environnement ;  
risques ; catastrophes ;  
globalisation ; science

**Résumé** – Les catastrophes font de plus en plus figure d'horizon de la globalisation environnementale. La représentation des menaces qu'elles font peser à l'échelle planétaire et leur irruption sur la scène politique sont souvent vues comme le résultat d'alertes scientifiques transnationales. Pourtant, lorsque l'on considère les désastres dans différents contextes, force est de constater la pluralité de communautés scientifiques théorisant de diverses façons le lien entre changement environnemental et catastrophes. En rendant compte de la variété de ces régimes épistémiques développés en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays dits du Sud et de leur focalisation respective sur la crise environnementale, la préparation aux catastrophes ou la vulnérabilité due au développement, l'article met à jour la coexistence de différentes ontologies du global et leur hiérarchisation dans un espace politique transnational.

#### Keywords:

environment; risk;  
disaster; globalization;  
science

**Abstract – Disasters: a common horizon of environmental globalization?** Disasters are often portrayed as an inevitable horizon of environmental globalization. The representation of these threats on the global political stage is regularly interpreted as resulting from the work of transnational expert communities. Contrary to these homogenizing visions, the article shows how various social sciences studies on risks and disasters developed from different objects in Europe, North America, and the global South. They theorized in different ways the relation between disasters and globalization, focusing respectively on global environmental crises, disaster preparedness and vulnerabilities due to unequal development. Insisting on the multiplicity of epistemic regimes allows pinpointing the limits of risk cosmopolitanism that takes for granted disasters as global phenomena as well as their common imagination. It shows the necessity to pay better attention to varying and conflicting ways of scientifically thinking about disasters, embedded in political contexts and post-colonial relations.

« *What work will it take to forge a common vision of problems in the global environment?* » (Jasanoff, 1999, p. 149)

Les risques de catastrophes planétaires, technologiques ou environnementales liés au développement de l'activité humaine, au changement climatique, etc., augmentent. Leurs conséquences ont des répercussions croissantes aux quatre coins du globe, du fait de l'interpénétration croissante des structures économiques,

sociales, technologiques, qui rend les sociétés et leurs environnements vulnérables. Chaque nouvel événement extrême est l'occasion pour les médias et les sphères intellectuelles de dénoncer les perturbations environnementales actuelles et d'alerter les décideurs des crises encore à venir. La figure du cataclysme apparaît alors comme un surgissement inévitable de par le devenir technologique, environnemental et globalisé de nos civilisations (Stengers, 2013).

Auteur correspondant : [cabane@vjf.cnrs.fr](mailto:cabane@vjf.cnrs.fr)

Voir dans ce même numéro les autres contributions au dossier « Politiques du changement global. Expertises, enjeux d'échelles et frontières de l'action publique environnementale » : l'introduction de Yann Bérard, les articles de Marie Hrabanski, de Nicolas Rocle, de Jean-Raphaël Gros-Désormeaux, le texte de Justin Daniel et dans la rubrique « Ouvrages en débat », la contribution de Lydie Cabane.

Ainsi, ces dernières années, les catastrophes se sont imposées comme nouvel horizon de pensée des risques environnementaux et sanitaires dans un monde globalisé (Bourg *et al.*, 2013). La multiplication des risques, l'incapacité des sociétés à les contrôler en dépit des multiples dispositifs mis en œuvre, la récurrence des crises font que les catastrophes apparaissent inévitables. À mesure qu'elles augmentent et que leurs effets croissants se font sentir, l'idée s'impose progressivement d'un monde de crises, porté par le changement environnemental, climatique et l'interpénétration des sociétés. Le leitmotiv « vivre avec le risque » scandé par les organisations internationales, les assurances et les gouvernements renforce l'acceptation qu'à tout moment le présent peut générer un désastre majeur (ISDR, 2002).

Cette perspective globalisante se trouve renforcée par les politiques des organisations internationales qui considèrent, de plus en plus, les catastrophes comme un objet d'intervention, à l'instar d'autres thématiques environnementales. Au cours des trois dernières décennies, l'augmentation de leur coût et de leurs conséquences a été mise en avant par des modèles scientifiques pour appeler à l'élaboration de politiques globales de prévention des risques (Revet, 2011). La constitution d'un organe spécifique de l'Onu, la Stratégie internationale pour la réduction des catastrophes, a contribué à mieux faire connaître la thématique de la prévention des catastrophes au sein des organisations internationales et des États (Cabane, 2012).

La construction d'une vision globale des catastrophes repose aussi sur des alertes scientifiques, des théorisations et une expertise qui émanent aussi bien de diverses communautés scientifiques (économistes, géographes, sismologues, experts en assurances, etc.) que des organisations internationales telles que l'OCDE ou la Banque mondiale. La formalisation de la gestion des risques a fourni un langage technocratique commun, circulant globalement (Boudia et Demortain, 2014) et facilitant l'appréhension des risques et de leur possible devenir catastrophique (Jasanoff, 1999). Cette inscription dans l'espace public est portée par des scientifiques qui analysent les risques, et, ce faisant, agissent comme des sentinelles prévoyant le futur catastrophique que leurs recherches rendent visible (Keck et Lakoff, 2013), et peuvent se poser en lanceurs d'alertes face aux dérèglements climatiques et autres perturbations environnementales (Chateauraynaud et Torny, 1999).

Cette interprétation se double souvent de l'hypothèse de communautés savantes transnationales qui porteraient, par leurs alertes, ce que d'aucuns appellent un « cosmopolitisme catastrophiste ». C'est le sociologue allemand Ulrich Beck qui a le plus travaillé sur l'attelage de cet horizon catastrophiste à des communautés qui le portent. Ce dernier, à la suite de ses travaux sur les risques et le cosmopolitisme, a formulé l'idée que se

développeraient aujourd'hui « des nouvelles constellations transnationales d'acteurs sociaux, émergeant d'expériences communes de menaces climatiques médiatisées, organisées autour de raisonnements pragmatiques, de relations causales et de responsabilités, et, pouvant donc favoriser des actions collectives, des décisions cosmopolites et générer des normes internationales » (Beck, 2011, p. 2). Ces communautés, qui s'inspirent des communautés épistémiques de Peter Haas (1992), auraient la particularité de se structurer en réponse à des alertes scientifiques et à la prévision de « futurs globaux potentiellement catastrophiques » (Beck, 2011, p. 9), résultant de développements technoscientifiques, économiques et des transformations environnementales, sous l'effet notamment du changement climatique. La forme qu'elles prendraient consisterait en des « savoirs technoscientifiques » (*ibid.*, p. 8) portés par des professionnels ou des organisations se déployant à l'échelle mondiale.

Or, tant l'idée que les désastres constituent un horizon commun pour la planète que le fait que cette alerte serait portée de façon homogène par des communautés expertes posent problème. En effet, par-delà des références communes à un catastrophisme généralisant et quelques événements médiatiques extrêmes, force est de constater qu'en dépit des circulations, des infrastructures scientifiques globales et des organisations internationales, la pensée des catastrophes demeure sujette à différentes interprétations, ancrées dans des contextes scientifiques, géographiques et politiques différents, voire concurrents (Cabane et Revet, 2013). La perspective cosmopolite se révèle problématique dans la mesure où elle ignore la pluralité des approches et leurs influences dans la construction du global – au double sens d'espace transnational porté par des réseaux et des organisations, et de modèles d'analyse globaux des phénomènes environnementaux. À l'encontre de l'évidence d'un global qui s'imposerait tant par les politiques que par les infrastructures scientifiques et les circulations d'experts, d'outils et de savoirs, il convient donc d'interroger les variations politiques et scientifiques qui le caractérisent (Escobar, 2007). Plus généralement, insister sur les formes d'expertises contrastées des catastrophes pose la question des ontologies du global dans les politiques environnementales, au sens de théorisations des relations qui lient les différents espaces et échelles les uns aux autres, des valeurs implicites sur le rapport politique qu'exercent ces espaces entre eux, et d'une articulation relativement stable de ces éléments.

Le point de départ de l'analyse présentée ici provient d'un triple étonnement né de nos recherches sur la science et les politiques de gestion des catastrophes en Afrique du Sud en lien avec les dynamiques d'internationalisation dans ce domaine (Cabane, 2012). Ces dernières, notamment portées par l'Onu, paraissaient centrales aux yeux des acteurs sud-africains, alors que c'était

bien moins le cas en Europe. De même, alors que les travaux scientifiques sur les désastres menés en Afrique du Sud s'inscrivaient dans cet espace international, ces recherches, et plus généralement celles émanant des pays du Sud, demeureraient méconnues dans les sphères nord-américaines ou européennes. Pourtant, ces sciences sociales, qui reposaient sur des généalogies et des concepts différents, s'intéressant principalement aux formes de vulnérabilité des populations et des pays, avaient une influence non négligeable sur les politiques internationales de prévention des catastrophes (Revet, 2011). D'où l'intérêt de s'interroger non seulement sur l'histoire croisée de ces sciences et de leurs relations avec les sciences de la nature et de l'ingénieur (qui constituent toujours des savoirs dominants dans l'appréhension savante des catastrophes [Cabane et Revet, 2013]), mais aussi d'étudier plus spécifiquement le pouvoir qu'ont les sciences sociales (sociologie, anthropologie, géographie, etc.) de définir des régimes de globalisation par leurs théorisations et leurs influences politiques.

Aussi, il est pertinent dans le cadre d'une réflexion sur le changement environnemental global, sur ses échelles et sa conceptualisation, de procéder à une analyse des fondements épistémologiques de travaux représentatifs de ces courants de recherche en sciences sociales sur les catastrophes, afin de montrer que la façon dont ils élaborent des catégories du global diffère et qu'ils s'inscrivent dans des trajectoires politiques variées. Adopter ce point de vue permet de dépasser certains écueils liés aux analyses des circulations qui se focalisent sur les déplacements de concepts et d'auteurs, et négligent parfois la persistance de formes collectives variées d'appréhension du global. Dans le cas des catastrophes, des travaux récents ont montré comment des dispositifs globaux portés par des experts et des organisations circulent et sont mobilisés pour prévenir, anticiper et gérer les désastres, du Sri Lanka à Hong-Kong (Revet et Langumier, 2013), en passant par la Colombie (Zeiderman, 2012) ou l'Afrique du Sud (Cabane, 2013). La manière dont ces communautés scientifiques ont développé des modèles globaux, tels que la base de données internationale EM-DAT<sup>1</sup> qui recense les catastrophes naturelles, a également été décrite (Revet, 2011).

Partant de là, nous souhaiterions montrer la pluralité des savoirs qui construisent les catastrophes comme horizon de la mondialisation environnementale. De cette

<sup>1</sup> EM-DAT (Emergencies Data) est la base de donnée internationale de référence comptabilisant les catastrophes naturelles chaque année. Elle est réalisée au Centre de recherche sur l'épidémiologie des désastres (CRED) à l'Université de Louvain en Belgique. Le CRED collabore notamment avec le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) pour centraliser les différentes bases de données dans une plateforme transversale et accessible à tous, le GRIP (Global risk information portal).

pluralité découlent différentes ontologies du global, au sens de constructions d'échelles, de causalités, de géographies, tissant les liens entre savoirs et politiques. Une telle perspective, qui tient compte des contextes politiques et épistémiques différents, met à l'épreuve la cosmopolitique des risques. Trois principaux régimes épistémiques ont été retenus : la cosmopolitique (européenne) du risque chez Beck, la *disaster research* développée aux États-Unis dans un contexte de préparation aux menaces globales et les *disaster studies*, qui ont vu le jour dans les pays du Sud (Afrique et Amérique latine principalement) et s'intéressent aux vulnérabilités et au développement dans un monde postcolonial. Loin de prétendre à l'exhaustivité, ou de procéder à une stricte comparaison qui dépasserait le cadre de cet article, il s'agira d'examiner les prémices et la diffusion des travaux majeurs de chacun de ces courants afin de montrer que le global n'est pas uniforme mais appréhendé de diverses façons, en tension les unes avec les autres.

## Globalisation et cosmopolitique des catastrophes

Revenons tout d'abord sur la cosmopolitique des risques conçue par Ulrich Beck, perspective la plus explicitement engagée dans une théorisation d'un global intrinsèquement lié à la nature de la société du risque telle qu'elle s'est développée à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, notamment en Europe (Beck, 2008). La société du risque émerge avec une crise environnementale associée aux dégâts industriels, aux incertitudes et aux risques engendrés par sa propre croissance. Elle serait par essence transnationale de par la nature des risques : en raison de l'essor de la modernité et de la mondialisation industrielle qui l'accompagne, tous les individus se trouvent soumis à des risques susceptibles de les affecter de façon égale (nuage de pollution, accident nucléaire, épidémies, crises sanitaires, etc.). Les développements technologiques incontrôlables tels que le nucléaire rendent, quant à eux, les sociétés non assurables face aux risques de catastrophes, et ce d'autant qu'ils font peser des menaces transfrontalières sur les pays, ainsi que l'ont encore montré en 2011 le tsunami et l'accident nucléaire au Japon. En outre, l'affaiblissement des régulations étatiques en raison des pressions exercées par la globalisation économique renforce la vulnérabilité des nations. Le sentiment de menace et de fragilité se trouve donc intimement lié à la condition globale qui fait son apparition à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans un second temps, et en réponse à ces derniers changements, Beck souligne que ces risques globaux engendreraient, ou plutôt nécessiteraient, une société globale du risque dans la mesure où les protections étatiques et assurantielles mises en place dans le cadre des

États nations et de la société industrielle ont été érodées par l'internationalisation des marchés, le progrès technologique et l'augmentation des risques sociaux, politiques, économiques et écologiques (Beck, 2009). La globalité de la société du risque procéderait donc autant des menaces qu'elle produit que de la vulnérabilité accrue des sociétés face à ces dernières. Cette situation conduit à situer la pensée et la politique du risque à une échelle globale, seule à même d'apporter une réponse à des menaces dépassant les États.

Or, comme cela a souvent été souligné, plusieurs arguments avancés par Beck posent problème. Son analyse des risques et du cosmopolitisme reflète son contexte d'origine, celui du continent européen des années 1970-1980, marqué notamment par une crise de légitimation du politique, une transformation des classes moyennes et la montée en puissance du mouvement environnementaliste (Borraz, 2013). Par ailleurs, la représentation même des risques globaux a été critiquée dans la mesure où elle repose sur une vision du monde scindée entre des pays caractérisés par des risques technologiques et une modernité réflexive, et des pays sous-développés où domineraient les catastrophes naturelles (Caplan, 2000). La focalisation de Beck sur la modernité industrielle se révèle problématique car elle situe le global dans le contexte européen, bien plus que ne l'admet l'auteur, en « ressuscit[ant] un méta-discours à peine caché de la modernisation, avec ses hypothèses évolutionnistes et son présupposé que l'Occident montrera au "Reste du monde" le chemin à suivre » (Bujra, 2000, p. 63). Et lorsqu'existent des risques industriels dans les pays en développement, Beck estime que la population, considérant naïvement l'industrie comme un symbole de réussite, n'aurait qu'une conscience limitée du risque (Beck, 2008). Si cette vision est plus nuancée dans ses derniers travaux, reflétant les interconnexions croissantes et les mutations de la géographie contemporaine, un tel point de vue, comme cela a déjà été noté, restreint la portée de la société du risque par son caractère « provincial, essentialiste et eurocentrique » (Nugent, 2000).

Plus généralement, le fait que le cosmopolitisme et la coopération nécessaire face aux risques globaux demeurent aveugles aux inégalités postcoloniales pose la question de savoir si la portée du global se trouve infléchie par la limitation géographique et les inégalités entre centres et périphéries dans lesquelles sont prises ces conceptualisations (Keim *et al.*, 2014). Une première réponse a suggéré que la notion même de risque implique un discours hégémonique permettant de reproduire les structures du pouvoir (Lupton, 1999), et véhicule une vision hétéronome imposée aux pays en développement par les organisations internationales et les bailleurs de fonds (Wynne, 2007). Si cette critique a le mérite de rappeler les rapports de pouvoir et l'ordre économique dans lequel s'inscrit la diffusion de la gestion des risques, elle sous-estime

cependant la production de théories scientifiques sur les risques issues des pays en développement, qui ne consistent pas simplement en des formes d'appropriations et de traductions, mais participent aussi pleinement à une théorisation du lien entre globalisation et bouleversements environnementaux (Cabane, 2013).

Concluons pour l'instant que si la critique historique a établi que la réflexivité et la critique de la science n'étaient pas une spécificité de la modernité de la fin du XX<sup>e</sup> siècle (Fressoz, 2012), il reste à construire une critique géographique montrant que la réflexivité environnementale n'est pas réservée à une portion de l'Europe. Cette critique doit prouver que l'émergence d'une analyse des risques et de leur devenir n'est pas un phénomène homogène, mais un processus global dont il s'agit de reconnaître le caractère multiple, situé et varié.

## Préparation aux menaces globales et gestion de crise

Ainsi, la préoccupation pour le global ne s'impose pas toujours comme une évidence en raison des intérêts scientifiques, de la structure historique des disciplines et de leur relation avec le contexte politique. Le cas de la recherche américaine sur les catastrophes révèle en particulier une bien moindre préoccupation que le cosmopolitisme de Beck pour la globalisation et un ancrage plus faible dans les réseaux internationaux<sup>2</sup>.

Ce paradigme découle historiquement de la formation d'une *disaster research* aux États-Unis à partir des années 1950 dans le contexte de la guerre froide (Collier et Lakoff, 2008). Ce courant, porté à ses débuts notamment par Henry Quarantelli (Quarantelli, 2002), s'est initialement intéressé aux situations de crise pour préparer le territoire américain à une éventuelle attaque nucléaire. Les désastres fournissaient aux sociologues un laboratoire leur permettant d'étudier les réactions des populations en cas de perturbations majeures. Ce cadrage initial a fortement structuré ce domaine de recherche aux États-Unis en l'orientant vers la gestion de crise, et a conduit à une certaine inertie à long terme dans les thématiques étudiées (Tierney, 2007). Le repli sur le territoire américain s'explique également par la forte dépendance de ce type d'étude aux financements du gouvernement, ce

<sup>2</sup> Notre analyse n'entend pas ici aller au-delà du cas des catastrophes. Certes, des traits culturels ou politiques façonnent de toute évidence la représentation du global comme une menace extérieure aux États-Unis, ainsi que le suggère, par exemple, une comparaison avec le secteur de la « santé globale » (Lakoff et Collier, 2008). Néanmoins, les degrés et les logiques d'engagement dans les espaces internationaux dépendent fortement des intérêts du gouvernement, des financements disponibles et des opportunités par réseaux, disciplines et secteur d'action publique.

dernier n'ayant jamais véritablement soutenu de telles recherches dans les pays en développement, dans la mesure où son principal intérêt résidait dans la préparation à de possibles attaques ou désastres sur son territoire (Knowles, 2011). La notion de catastrophe étant associée à la seule situation d'urgence et de crise, on comprend, dès lors, que le global vu des États-Unis apparaisse comme une menace extérieure perçue comme anxiogène, liée d'abord aux attaques nucléaires, puis, plus récemment, aux épidémies et autres menaces sanitaires (Lakoff et Collier, 2008). Se plaçant dans une logique guerrière, les Américains doivent se préparer au pire par des plans, des scénarios et une anticipation permettant d'imaginer la catastrophe à venir et ses effets sur leur territoire (Lakoff, 2007).

Bien que les recherches de Quarantelli et de ses successeurs, puis leur diffusion internationale, aient contribué à former la recherche en sciences sociales sur le sujet (Stehrenberger, 2014), à l'inverse, les travaux américains demeurent relativement peu au fait des conceptualisations en provenance d'autres contextes, et en particulier des pays du Sud. Ainsi, dans un ouvrage récent sur « la politique internationale des catastrophes », l'existence de réseaux de recherche en Afrique ou en Amérique latine est ignorée, leurs travaux présentés comme mineurs et relevant d'enjeux de développement et d'aide humanitaire (Hannigan, 2012, p. 13). Depuis les États-Unis, les catastrophes qui touchent ces pays ou ces continents sont perçues comme révélatrices d'un développement dysfonctionnel ou insuffisant, requérant des interventions humanitaires. Le global, en ce sens, est pensé comme ce qui légitime une intervention extérieure des acteurs internationaux ou des États-Unis sur ces terrains de crise, de famine, de sous-développement chronique, etc.

Bien que connaissant une large diffusion (qui tient cependant plus au contexte des guerres du XX<sup>e</sup> siècle qu'à la seule influence américaine), le paradigme de la préparation comme forme dominante d'appréhension des catastrophes dans un monde global demeure sans doute très spécifiquement américain, plus qu'il n'a souvent été affirmé (Lentzos et Rose, 2009 ; Adey *et al.*, 2015). Ainsi, la gestion de crise en Europe demeure marquée par une représentation de crises environnementales aux sources multiples et endogènes, bien plus que par l'idée de se préparer au pire. Le fait que les catastrophes ne soient pas toutes appréhendées au prisme de la préparation apparaît encore plus clairement dans le cas des pays du Sud.

## Structures globales et catastrophes dans un monde postcolonial

En rester au constat du caractère situé de la société du risque ou de la préparation nord-américaine aux menaces globales ne serait bien évidemment pas suffisant. Cette première discussion est nécessaire, mais il convient de la

mettre en perspective avec d'autres sciences dont les travaux portant sur les pays du Sud sont encore trop souvent ignorés en raison des différences supposées entre Sud et Nord. La critique postcoloniale a mis depuis longtemps en évidence l'exclusion du Sud des courants de pensée dominants (Brant, 2014 ; Oliver-Smith, 2004 ; Bankoff, 2001). Mais ce type de critique pose aussi problème car il repose sur l'hypothèse de formes d'expertise dominantes uniques, implicitement occidentales. Or, une telle approche revient souvent à ignorer le fait que, pour dominées qu'elles soient (Keim, 2010), les sciences dans les pays du Sud élaborent elles aussi des ontologies du global qui insistent sur différentes échelles, relations et causalités. Partant des critiques du catastrophisme cosmopolitique, il est donc intéressant de se pencher sur une autre théorisation des catastrophes, développée en parallèle (et en contrepoint) de celle de Beck, à propos et en provenance des pays du Sud.

À partir des années 1970, un nouveau courant de *disaster studies* s'est progressivement constitué dans les pays en développement, à partir d'une généalogie et d'une articulation des échelles locales et mondiales différentes. Il associe des travaux émanant de la géographie critique, des *development studies* et d'une critique de l'humanitaire. Il s'est notamment développé à partir de l'Angleterre dans les années 1970, puis en Amérique latine (Revet, 2011), en Afrique (Cabane, 2013) et enfin en Asie. Ces travaux ont eu une influence certaine : ils ont contribué à réorienter les politiques internationales de prévention des catastrophes dans les années 1990 et 2000, en leur faisant intégrer la notion de vulnérabilité et l'idée que les désastres peuvent être prévenus par des interventions permettant d'agir sur le contexte social et le niveau de développement des pays (Revet, 2011). En cela, leur influence internationale a été au moins aussi notable que celle de la *disaster research* américaine (Stehrenberger, 2014) – quand l'influence de la recherche européenne, elle, se fait nettement moins sentir.

Ce courant développe une autre analyse du global en insistant, non pas tant sur l'expérience commune face à des menaces technologiques ou exogènes, que sur la façon dont le développement des pays conditionne la vulnérabilité aux désastres. Pour analyser cette conceptualisation, il est intéressant de se pencher sur l'ouvrage des géographes du développement, Wisner *et al.* (2004) : *At risk. Natural hazards, people's vulnerability and disasters*. C'est la publication la plus influente de ce courant, qui a joué un rôle similaire à celle de Beck dans l'alerte à propos des dégradations environnementales et des risques<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Cet ouvrage est pertinent en raison de sa large influence (perçue dans les citations), mais aussi parce que les royalties qu'il a permis de dégager sont en partie reversées aux réseaux scientifiques et militants d'Afrique du Sud, d'Amérique latine et d'Asie, contribuant ainsi au développement de telles approches.

Ce livre, paru pour la première fois en 1994 et réédité à trois reprises, résulte de travaux sur les catastrophes dans les pays en développement, qui cherchent à mettre en évidence les vulnérabilités sociales qui précipitent les catastrophes lorsque surviennent des aléas géophysiques (Revet, 2011). En insistant sur les vulnérabilités, les auteurs soulignent l'interaction entre conditions locales et pressions globales dues au capitalisme, et montrent que les conditions structurelles, responsables des conséquences dévastatrices des aléas naturels dans les sociétés en développement, résultent d'inégalités produites par l'exploitation coloniale et l'économie politique des formes de globalisation.

Les inégalités de développement constituent la première différence avec les travaux de Beck, mais aussi avec ceux de la *disaster research* américaine accusés depuis les années 1970 d'être trop marqués par le contexte national et ignorants des pays en développement (O'Keefe et Westgate, 1976). De prime abord, l'argument des auteurs de *At Risk* repose sur l'idée d'une distinction entre pays développés et pays moins développés, semblant accrédi-ter les thèses de Beck : les pays du Sud seraient caractérisés par un plus grand nombre de catastrophes « naturelles » que de risques technologiques. Cependant, dans les deux cas, les pressions et les perturbations exercées sur l'environnement par le capitalisme sont considérées comme les « causes profondes », générant crise environnementale et risques technologiques, d'une part, vulnérabilité sociale, exploitation des ressources et destruction des savoirs locaux, d'autre part. Les deux théories ont en commun une critique de la « modernisation écologique par laquelle les techniciens du risque apportent un correctif aux problèmes de fond, sans toucher aux causes profondes » (p. 17). En ce sens, les conditions de la globalité différencieraient en fonction des niveaux de développement : l'augmentation des catastrophes et de la vulnérabilité aux risques est intimement liée aux processus inégaux de développement et aux interconnexions du monde contemporain.

Par-delà ces points communs, l'insistance chez les auteurs de *At Risk* sur les pressions environnementales et économiques déplace la focale des événements extrêmes, qui captent l'attention des médias, vers les petites et moyennes catastrophes affectant quotidiennement les populations des pays en développement, et dont l'impact, s'il est moins visible, n'en est pas moins cumulativement plus important aussi bien à l'échelle des pays qu'à l'échelle mondiale (Bull-Kamanga *et al.*, 2003). Ce déplacement de l'attention se traduit concrètement par la construction de bases de données (Desinventar, aujourd'hui référencée par les organisations internationales en complément d'EM-DAT [Revet, 2011]) recensant des petites et moyennes catastrophes en Afrique du Sud ou en Amérique latine.

On passe ainsi d'un régime de crise extrême affectant toutes les sociétés par les réseaux interconnectés de la modernité globale capitaliste à une ontologie de la catastrophe banale et quotidienne dont les causes sont à rechercher dans les inégalités de développement produites par les conditions mêmes de la globalisation. C'est l'idée même de catastrophes affectant communément les sociétés qui est remise en cause. Le changement global dont il est ici question joue sur les facteurs environnementaux et économiques susceptibles de générer des crises, d'augmenter leur nombre et d'accélérer leurs effets aux échelles locales. La focale porte alors bien plus sur les causes présentes des perturbations environnementales et des inégalités sociales que sur les menaces futures que l'évolution de la planète fait peser sur les nations. Une telle perspective déplace le regard pour insister sur les expériences variées, inégales et quotidiennes de la mondialisation. Elle rappelle aussi que les conséquences de la globalisation des risques ne sont pas uniformément et également ressenties en différents points de la planète, et qu'elles affectent principalement les populations démunies, qui se trouvent concentrées dans les pays les moins riches.

Ce développement théorique s'enracine dans des contextes disciplinaires différents (*development studies*, géographie) qui en structurent l'analyse, mais aussi la diffusion. Ces savoirs circulent et s'élaborent dans des réseaux souvent en interaction avec des acteurs de l'humanitaire et/ou du développement, implantés dans des espaces de circulations entre pays du Sud (Cabane, 2013 ; Revet, 2011). Or, ces différences persistantes ont des implications politiques, tout aussi déterminantes pour l'appréhension globale des catastrophes. En effet, ce courant d'analyse a eu un impact politique notable, tant dans les arènes internationales que sur les politiques locales des pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine (Revet, 2011 ; Cabane, 2012). Nombre des chercheurs de ce courant ont été impliqués dans les plates-formes et les rapports locaux ou internationaux qui ont contribué à promouvoir le principe selon le quel la prévention ne peut reposer uniquement sur des outils scientifiques de prévision des risques, mais doit aussi inclure une réduction de la vulnérabilité des populations. À l'encontre de l'idée selon laquelle l'analyse des risques serait le seul produit des technosciences occidentales ou des organisations internationales, le cas des sciences de la vulnérabilité montre la persistance d'épistémologies variées autour de la notion de « global ».

## Conclusion

Alors que le global s'impose de plus en plus comme une échelle et un cadre d'action publique et de gouver-

nement pertinents, voire dominants, dans les questions environnementales, les différentes théorisations des catastrophes en sciences sociales montrent que ce qui constitue le global dépend des épistémologies scientifiques. Ces dernières s'enracinent dans des contextes nationaux et régionaux, tant par l'environnement qu'elles décrivent que par les institutions et les réseaux scientifiques dans lesquels elles s'inscrivent. Ces diverses théorisations n'insistent pas toutes sur les mêmes éléments : nature transfrontalière des risques technologiques ou structures capitalistes mondiales rendant les populations et les territoires vulnérables aux risques. La focalisation sur l'échelle globale tend à masquer le fait que les processus qui composent la globalisation ne sont ni homogènes ni uniformes, pas plus que les façons de l'appréhender. Dès lors, reconnaître ces différences interroge les dynamiques de production scientifique d'ontologies variées du global en matière environnementale.

Le propos de cet article a été de montrer que la référence au global s'élabore dans des espaces marqués par des contextes nationaux et disciplinaires, et que sur un même objet, diverses communautés peuvent coexister, se concurrencer, circuler, agir transnationalement, sans toujours former un espace commun et cohérent. Ces théories et ces savoirs connaissent des traductions différentes dans les espaces globaux que sont les réseaux scientifiques et les organisations internationales, marquant de leur sceau les expertises des catastrophes. Ainsi, loin de fournir un horizon commun de la globalisation environnementale et du devenir funeste de notre planète en danger, les catastrophes demeurent, même dans le langage objectif de la science, l'objet de théorisations multiples. Bien sûr, ces savoirs scientifiques n'ont pas tous la même trajectoire publique, et les discours associés aux pays occidentaux constituent à l'évidence des épistémologies dominantes. Mais le fait que les scientifiques issus des pays du Sud n'accèdent pas à la même reconnaissance ne signifie pas pour autant qu'ils sont sans influence ; la diffusion de leurs travaux au sein des organisations internationales comme à l'intérieur des continents africain, sud-américain et asiatique montre une capacité réelle à investir le global – qui se joue également dans ces réseaux transnationaux (Cooper, 2001) – et à en stabiliser une ontologie par la promotion de modèles et de savoirs.

Ce dernier point invite à réfléchir aux conditions de production des théories et des politiques du global. Une première question d'ordre sociologique a trait aux mécanismes de production et de diffusion des savoirs. À l'heure où circulation et mondialisation constituent un « leitmotiv académique » (Vauchez, 2013), force est de constater que tous les savoirs ne circulent pas et ne pénètrent pas toujours les sphères de savoirs adjacentes. Les asymétries et les hiérarchies des réseaux scientifiques, les inégalités de financement, la structuration internationale

des disciplines conditionnent l'accès des uns et des autres aux espaces globaux du savoir (Keim *et al.*, 2014). En outre, ce qui constitue le global varie selon les réseaux mobilisés. Si cela peut paraître évident de prime abord, il n'en demeure pas moins que ces inégalités structurelles ne sont toujours pas suffisamment prises en compte dans les débats scientifiques. Par exemple, l'opposition entre des modèles scientifiques qui permettent de saisir les effets croissants des aléas climatiques extrêmes en lien avec le changement climatique (Décamps et Mathieu, 2005) et les vulnérabilités croissantes des sociétés (Gaillard, 2007) dans l'explication du nombre croissant de désastres ne peut être comprise qu'au regard de ces développements scientifiques qui opèrent dans des arènes diverses et avec des concepts différents. Un deuxième élément à prendre en compte est l'inscription dans des contextes politiques qui structurent le financement et la réception publique de ces savoirs. Dans le cas qui nous occupe, le fait que des expertises développées à partir de l'Afrique ou de l'Amérique latine aient eu de l'influence sur les processus d'internationalisation de la gestion des catastrophes permet de nuancer les interprétations critiquant la façon dont les organisations internationales et des bailleurs de fond imposeraient des catégories exogènes du risque aux pays en développement (Wynne, 2007). Ainsi, reconnaître les asymétries du global et ses configurations variables apparaît comme un enjeu majeur dans l'étude des dynamiques de globalisation, en particulier celles qui concernent les questions environnementales.

## Références

- Adey, P., Anderson, B., Graham, S., 2015. Governing emergencies: beyond exceptionality, *Theory, Culture & Society*, 32, 2, 3-17.
- Bankoff, G., 2001. Rendering the world unsafe: 'vulnerability' as Western discourse, *Disasters*, 25, 1, 19-35.
- Beck, U., 2008. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion.
- Beck, U., 2009. *World at risk*, Cambridge, Polity Press.
- Beck, U., 2011. Cosmopolitanism as imagined communities of global risk, *American Behavioral Scientist*, 55, 10, 1346-1361.
- Borraz, O., 2013. Pour une sociologie critique des risques, in Bourg, D., Joly, P.-B., Kaufmann, A. (Eds), *Du risque à la menace. Penser la catastrophe*, Paris, Presses universitaires de France, 237-256.
- Boudia, S., Demortain, D., 2014. La production d'un instrument générique de gouvernement, *Gouvernement et action publique*, 3, 3, 33-53.
- Bourg, D., Joly, P.-B., Kaufmann, A. (Eds), 2013. *Du risque à la menace. Penser la catastrophe*, Paris, Presses universitaires de France.
- Brant, D., 2014. Disaster cosmopolitanism: catastrophe and global community in the fiction of Daniel Maximin and Maryse Condé, *International Journal of Francophone Studies*, 17, 2, 215-237.

- Bujra, J., 2000. Risk and trust: unsafe sex, gender and AIDS in Tanzania, in Caplan, P. (Ed.), *Risk revisited*, London/Stirling (USA), Pluto Press, 59-84.
- Bull-Kamanga, L., Diagne, K., Lavell, A., Leon, E., Lerise, F., MacGregor, H., Maskrey, A., Meshack, M., Pelling, M., Reid, H., Satterthwaite, D., Songsore, J., Westgate, K., Yitambe, A., 2003. From everyday hazards to disasters: the accumulation of risk in urban areas, *Environment and Urbanization*, 15, 1, 193-204.
- Cabane, L., 2012. *Gouverner les catastrophes. Politiques, savoirs et organisation de la gestion des catastrophes en Afrique du Sud*. Thèse de doctorat en sociologie, Paris, Sciences Po.
- Cabane, L., 2013. Des experts de l'entre-deux. Circulation, académisation et institutionnalisation des *disaster studies* au Sud, in Payre, R., Kaluszynski, M. (Eds), *Savoirs de gouvernement. Circulation(s), traduction(s), réception(s)*, Paris, Economica, 54-75.
- Cabane, L., Revet, S., 2013. La cause des catastrophes. Concurrency scientifiques et mise à l'agenda des catastrophes dans un monde transnational. Communication au 12<sup>e</sup> congrès de l'Association française de science politique, Sciences Po Paris, 9-11 juillet.
- Caplan, P. (Ed.), 2000. *Risk revisited*. London/Stirling (USA), Pluto Press.
- Chateauraynaud, F., Torny, D., 1999. *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Collier, S., Lakoff, A., 2008. Distributed preparedness: the spatial logic of domestic security in the United States, *Environment and Planning D: Society and Space*, 26, 1, 7-28.
- Cooper, F., 2001. What is the concept of globalization good for? An African historian's perspective, *African Affairs*, 100, 399, 189-213.
- Décamps, H., Mathieu, N., 2005. Événements extrêmes : retours d'expérience, *Natures Sciences Sociétés*, 13, 4, 369-370.
- Escobar, A., 2007. Worlds and knowledges otherwise. The Latin American modernity/coloniality research program, *Cultural Studies*, 21, 2-3, 179-210.
- Fressoz, J.-B., 2012. *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil.
- Gaillard, J.-C., 2007. De l'origine des catastrophes : phénomènes extrêmes ou âpreté du quotidien ?, *Natures Sciences Sociétés*, 15, 1, 44-47.
- Haas, P.M., 1992. Epistemic communities and international policy coordination, *International Organization*, 46, 01, 1-35.
- Hannigan, J.A., 2012. *Disasters without borders: the international politics of natural disasters*, Cambridge, Polity Press.
- ISDR (International strategy for disaster reduction) (Ed.), 2002. *Living with risk. A global review of disaster reduction initiatives*, Geneva, United Nations.
- Jasanoff, S., 1999. The songlines of risk, *Environmental Values*, 8, 2, 135-152.
- Keck, F., Lakoff, A., 2013. Preface: sentinel devices, *Limn*, 3, <http://limn.it/preface-sentinel-devices-2/>.
- Keim, W., 2010. Pour un modèle centre-périphérie dans les sciences sociales, *Revue d'anthropologie des connaissances*, 4, 3, 570-598.
- Keim, W., Çelik, E., Ersche, C., Wöhrer, V. (Eds), 2014. *Global knowledge production in the social sciences. Made in circulation*, Aldershot (UK)/Burlington (US), Ashgate.
- Knowles, S.G., 2011. *The disaster experts: mastering risk in modern America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- Lakoff, A., 2007. Preparing for the next emergency, *Public Culture*, 19, 2, 247-271.
- Lakoff, A., Collier, S.J., 2008. *Biosecurity interventions. Global health and security in question*, New York, Columbia University Press.
- Lentzos, F., Rose, N., 2009. Governing insecurity: contingency planning, protection, resilience, *Economy and Society*, 38, 2, 230-254.
- Lupton, D., 1999. *Risk*, London/New York, Routledge.
- Nugent, S., 2000. Good risk, bad risk. Reflexive modernisation and Amazonia, in Caplan, P. (Ed.), *Risk Revisited*, London/Stirling (USA), Pluto Press, 226-248.
- O'Keefe, P., Westgate, K.N., 1976. *Some definitions of disasters*. Occasional paper, 4, Bradford (UK), University of Bradford.
- Oliver-Smith, A., 2004. Theorizing vulnerability in a globalized world: a political ecological perspective, in Bankoff, G., Frerks, G., Hilhorst, D., (Eds), *Mapping vulnerability: disasters, development, and people*, London/Sterling (USA), Earthscan, 10-24.
- Quarantelli, E.L., 2002. The Disaster Research Center (DRC) field studies of organized behavior in disasters, in Stallings R.A. (Ed.), *Methods of disaster research*, Philadelphia, Xlibris, 94-116.
- Revet, S., 2009. Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturelles », *Les Études du CERI*, 157, 1-30.
- Revet, S., 2011. Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales, *Critique internationale*, 52, 3, 157-173.
- Revet, S., Langumier, J. (Eds), 2013. *Le gouvernement des catastrophes*, Paris, Karthala.
- Stehrenberger, C.S., 2014. Floods, sociology and Cold War: on the history of social science disaster research, 1949-1979. Communication à *History of recent social science conference*, Cachan, École normale supérieure de Cachan, 13-14 juin.
- Stengers, I., 2013. *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte.
- Tierney, K.J., 2007. From the margins to the mainstream? Disaster research at the crossroads, *Annual Review of Sociology*, 33, 503-525.
- Vauchez, A., 2013. Le prisme circulatoire. Retour sur un leitmotiv académique, *Critique internationale*, 59, 2, 9-16.
- Wisner, B., Blaikie, P., Cannon, T., Davis, I., 2004. *At risk: natural hazards, people's vulnerability and disasters*. London/New York, Routledge.
- Wynne, B., 2007. Risk as globalizing "democratic" discourse? Framing subjects and citizens, in Leach, M., Scoones, I., Wynne, B. (Eds), *Science and citizens. Globalization and the challenge of engagement*, London/New York, Zed Books, 66-82.
- Zeiderman, A., 2012. On shaky ground: the making of risk in Bogotá, *Environment and Planning A*, 44, 7, 1570-1588.

Reçu le 24 octobre 2014. Accepté le 12 mai 2015.